

Vers une économie respectant les limites planétaires



Condensé

Pour être en mesure d'assurer durablement nos moyens de subsistance et de surmonter la crise climatique, la société et l'économie doivent évoluer vers une «*culture de la durabilité*» et une «*économie respectant les limites planétaires*». L'objectif premier est une «*vie de qualité pour tous*».

Le présent papier «*Voies d'une économie respectant les limites planétaires*» montre quelles modifications apportées au niveau systémique peuvent contribuer à ce que l'humanité parvienne à suivre cette voie au cours des générations à venir.

Cette voie peut être divisée en trois segments: **solutions techniques pour accroître l'efficacité** qui, si elles sont importantes, ne suffisent pas à elles seules. C'est ce que nous montrent les expériences faites par le passé et les limites que nous imposent les lois de la physique. D'autres mesures sont donc nécessaires pour **réduire la demande de biens qui exigent de grandes quantités de ressources**, que ce soit pour modifier les conditions-cadres ou pour influencer les comportements individuels. Ces mesures ne seront toutefois acceptées que si, dans le même temps, des solutions sont trouvées pour conserver notre **niveau de développement social et sociétal** et pour permettre aux **pays en développement et émergents d'accéder à un niveau de prospérité plus élevé**.

Qu'en est-il concrètement? Le WWF présente, dans ce papier, onze champs d'action qui jouent un rôle important pour l'évolution visée. Des exemples de réussites montrent que les pistes proposées sont possibles et praticables. Les onze champs d'action en question sont les suivants:

- 1 Introduire des taxes environnementales mondiales et abolir les subventions qui nuisent au climat
- 2 Introduire des systèmes de gouvernance axés sur le long terme afin de réduire les émissions et la consommation de ressources
- 3 Orienter les systèmes financiers et les activités de crédit de sorte à ce qu'ils aient un effet positif sur l'environnement et la société
- 4 Assurer un accès équitable aux ressources vitales et rémunérer justement l'exploitation de celles-ci
- 5 Renforcer la cohésion au sein de la société et réduire les inégalités
- 6 Garantir l'accès au système juridique, promouvoir la transparence et lutter contre la corruption
- 7 Introduire des règles valables à l'échelle mondiale pour une économie globalisée
- 8 Développer les infrastructures uniquement dans la mesure du nécessaire et dans le respect de l'environnement
- 9 Axer les objectifs des entreprises sur le développement durable et supprimer la pression de la croissance permanente qui s'exerce sur les entreprises
- 10 Réformer les systèmes d'assurance sociale de manière à ce qu'ils ne dépendent pas de la croissance
- 11 Développer davantage les modèles de travail et de vie

À propos de ce papier

Avec le présent papier, le WWF Suisse souhaite participer au débat sur l'évolution future de notre société, eu égard aux importants défis qui surgissent en lien avec notre manière de traiter l'environnement.

Nous ne prétendons pas savoir «comment faire juste» ni ne sommes actifs dans chacun des champs d'action présentés. Nous souhaitons plutôt ouvrir le dialogue avec nos partenaires, le public intéressé, mais aussi les cercles qui ne voient pas du tout les choses comme nous, afin de réfléchir à la manière de façonner notre avenir.

Ce papier tient volontairement compte des interactions sociales et économiques majeures. Certains jugeront les propositions formulées ici prévoyantes et visionnaires, d'autres les considéreront utopiques et détachées de la réalité. Garder en tête l'image et l'objectif d'un «monde idéal», tel que nous le percevons, doit toutefois nous aider à nous poser les questions centrales et à trouver les pistes qui promettent d'être les bonnes à long terme.

Aussi, il est clair que ce papier n'est qu'un début. La mise en œuvre a lieu pas à pas, au jour le jour, peut-être déjà demain, mais peut-être aussi seulement dans dix ans ou à plus longue échéance encore. C'est ce que fait d'ores et déjà le WWF, avec succès: il développe, teste et applique de nouvelles solutions pour l'environnement avec le concours de la politique, de l'économie et de la population.

Ce papier est conçu comme un document vivant, que nous adapterons de temps à autre à la discussion dans la société et à l'évolution politique.

Texte et rédaction: Ion Karagounis, Franziska Zoller, Elgin Brunner, Myriam Stucki, Thomas Vellacott **Traduction** allemand-français: Magali Züblin, intexto.ch **Illustrations:** Jane Gebel, www.janegebel.ch
Première version: V2.1, juin 2021.; version actuelle V21., juin 2021

Une vie de qualité pour tous



La consommation de ressource, la destruction d'habitats et les émissions de substances nocives ont en partie connu une augmentation exponentielle depuis le milieu du 20^e siècle. La crise climatique, le déboisement des forêts tropicales et le pillage des mers et des océans montrent clairement que la manière dont nous vivons aujourd'hui détruit nos propres ressources vitales. En misant sur une économie basée essentiellement sur la croissance matérielle ces dernières décennies, nous avons atteint les limites de ce que notre planète est en mesure de supporter.

Mais globalement, dans quelle direction doivent évoluer l'économie et la société? Quels doivent être nos objectifs? Le WWF Suisse plaide pour **«une vie de qualité pour tous dans le respect des limites planétaires»**. La santé, des possibilités de développement personnel, la participation à la vie sociale et politique ainsi qu'un travail gratifiant sont, pour de nombreuses personnes, des éléments plus importants que la richesse matérielle, pour autant qu'elles aient atteint un certain niveau de prospérité qui leur permet de satisfaire leurs besoins élémentaires. Les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies (voir S13¹) visent pour l'essentiel ces aspects et sont également déterminants pour le WWF.

Dans le présent papier **«Voies d'une économie respectant les limites planétaires»**, le WWF Suisse décrit à quoi pourraient ressembler les chemins menant à la réalisation de cet objectif.

Le cadre des objectifs pour notre économie: les limites planétaires et l'économie sur le modèle du donut

Le WWF utilise deux concepts pour décrire et mesurer l'objectif d'une «vie de qualité pour tous»: le concept des limites planétaires et celui de l'économie sur le modèle du donut.

Le concept de limites planétaires («planetary boundaries» selon Johan Rockström, S1) identifie, pour neuf biens environnementaux vitaux, des seuils quantitatifs que la planète

est en mesure de supporter. Lorsque ces limites sont dépassées durablement, sur le long terme, la vie sur terre ne peut plus être assurée. Outre le changement climatique / le système climatique, la transformation de l'utilisation des sols, les pertes d'azote et de phosphore dans les cours d'eau ou la disponibilité de l'eau font partie des aspects critiques.

Le modèle du donut de l'économiste Kate Raworth (voir figure à la page suivante, anneau tout à droite et S2) sert de cadre aux objectifs pour l'économie du futur. Il définit d'une part une prospérité minimale pour tous (fondements sociaux, anneau intérieur vert foncé). La prospérité est considérée ici au sens large, le droit à l'éducation ou la participation démocratique en font notamment partie. Ce modèle définit la limite de ce que l'environnement peut supporter, conformément au concept de limites planétaires (plafond écologique, anneau extérieur vert foncé). L'anneau vert clair entre ces deux ensembles d'exigences est l'espace dont l'économie dispose pour se développer. Les objectifs du modèle du donut correspondent largement à ceux des ODD (S13).

Ce cadre d'objectifs n'évoque en revanche pas les chemins qui mènent à leur réalisation. Le WWF esquisse ces pistes possibles dans un **modèle économique sur trois niveaux** et avec **onze champs d'action**.

Trois étapes et onze champs d'action pour une économie respectant les limites planétaires

Pour ne pas outrepasser les limites planétaires (ou pour revenir dans ces limites), **trois étapes** sont nécessaires (voir figure): **innovation technique (efficacité et cohérence)**, mesures au **niveau comportemental (sobriété)** et mesures visant à **assurer les acquis sociaux importants (innovation de système)**.

¹ Toutes les sources indiquées par S se trouvent à l'annexe de ce document.

La théorie et les connaissances empiriques montrent que les mesures destinées à améliorer l'**efficacité** et la **consistance** ne suffisent pas à nous maintenir dans les limites planétaires (voir annexe A1). Des mesures de **sobriété** sont également nécessaires. Elles entraînent une diminution de la consommation d'énergie et de ressources, mais ont également pour effet de freiner le développement et la croissance de l'économie (voir S1).

Des solutions sont donc nécessaires pour **atteindre les objectifs importants de la société et stabiliser durablement les acquis**, aussi dans une économie dont la croissance est faible ou même inexistante. Les situations de croissance nulle se produiront régulièrement, et pas seulement en raison de la disponibilité limitée des ressources. La saturation des économies publiques très développées réduit la croissance, les situations de crise comme l'épidémie de coronavirus peuvent même conduire à des fléchissements économiques majeurs.

Les mesures portant sur l'**efficacité** et la **sobriété** devraient en principe suffire pour protéger l'environnement dans la mesure nécessaire. Elles ne seront toutefois jamais acceptées si, dans le même temps, nous ne trouvons pas des solutions pour conserver notre niveau de prospérité et pour permettre aux pays en développement de se hisser à un niveau acceptable. C'est la raison pour laquelle le modèle présenté comprend aussi une **troisième étape (en bleu) relative à l'innovation de système**.

En quoi consistent exactement ces trois étapes?

L'innovation technique est nécessaire pour améliorer l'efficacité et développer des produits et des procédés de production écologiques. A l'avenir, l'accent sera placé sur les

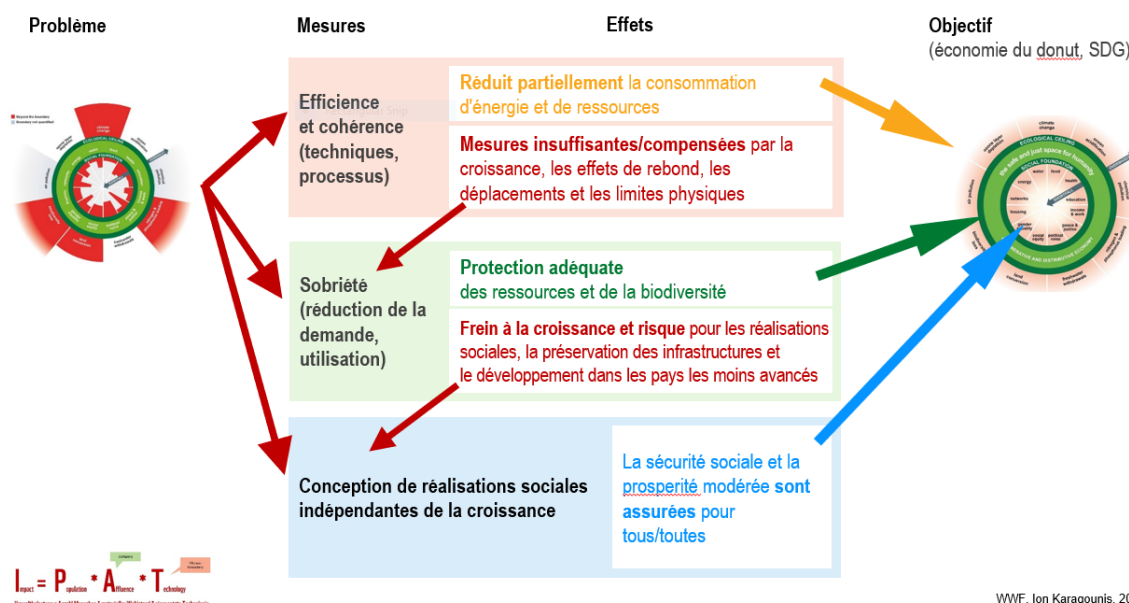
systèmes sociotechniques complets. Il ne s'agira donc pas de rendre un modèle de voiture plus efficace, mais d'aménager tout le système de mobilité pour qu'il nuise moins à l'environnement.

Sobriété: les conditions-cadres politiques et financières modifiées ainsi que les modifications du comportement personnel doivent garantir que les progrès techniques réalisés ne se traduisent pas par un supplément de production, mais qu'ils entraînent effectivement une stabilisation et une réduction de la consommation de ressources.

Innovation de système: il s'agit ici d'**assurer les acquis de la société et de permettre à toute la population mondiale d'en profiter également** (*social foundation* dans le modèle du donut). Ces acquis peuvent être répartis en trois groupes:

- **Sécurité sociale améliorée:** systèmes de sécurité sociale qui fonctionnent aussi quand la croissance économique est faible ou qu'elle stagne.
- **Education, participation et transparence améliorées:** accès à l'éducation, à l'administration de la justice et à la possibilité de participer aux processus de décision politiques. Dans ce but, la transparence doit également être améliorée.
- **Plus d'égalité:** accès aux ressources pour tous plus équitable et mieux réparti qu'à l'heure actuelle, et ce dans le monde entier, et réduction des inégalités de revenus et de fortune.

Sur la base de ces trois étapes, le WWF Suisse a défini **onze champs d'action** au sein desquels un développement et une réorientation fondamentaux de l'économie et de la société sont nécessaires (voir pages suivantes).



1 | Introduire des taxes environnementales mondiales et abolir les subventions qui nuisent à l'environnement



Le problème: ceux qui, à l'heure actuelle, sollicitent et endommagent l'environnement et la nature ou qui (sur)exploitent les ressources le font généralement gratuitement ou à des coûts très faibles. Dans une économie de marché libre, ce comportement entraîne des avantages économiques injustifiés, la prise en compte des préoccupations environnementales constituant une charge importante et entraînant des coûts supplémentaires. De plus, les coûts des dommages à l'environnement sont souvent à la charge des collectivités.

Les pistes de solutions: pour l'essentiel, la solution consiste à répercuter les coûts de l'utilisation de l'environnement sur ceux qui les occasionnent (une personne ou une entreprise). On parle alors d'internalisation des coûts externes. L'instrument le plus important, dans ce cadre, est l'introduction de taxes environnementales. Il s'agit en premier lieu de répercuter les émissions de CO₂ et la consommation d'énergie, mais l'instrument peut en principe être utilisé partout où des coûts externes non désirés sont générés. Dans l'idéal, son introduction doit se dérouler à l'échelle mondiale, de manière coordonnée. Le rôle joué par certaines communautés d'Etats pionnières est cependant tout aussi important et judicieux. Les désavantages possibles peuvent être atténués par des ajustements fiscaux à la frontière.

La suppression de subventions encourageant des pratiques qui nuisent à l'environnement est tout aussi importante. On estime qu'à l'échelle mondiale, la production d'énergies fossiles est subventionnée à hauteur de 300 à 5300 milliards de dollars. En Suisse, les subventions directes et indirectes atteignent 40 milliards de francs chaque année, alors qu'elles s'avèrent dommageables aux paysages, à la nature et à la biodiversité (S15).

Etat de la mise en œuvre: la science a bien saisi la problématique et les pistes de solutions sont largement acceptées dans leurs grandes lignes. Il existe déjà des formes de taxes dans certains Etats, mais elles sont en règle générale (nettement) trop faibles pour déployer les effets escomptés. Pour que leur efficacité soit suffisante, une taxe sur le CO₂ devrait se monter à environ 200 francs par tonne. Cependant, la volonté politique et l'acceptation au sein de la population font généralement défaut pour permettre l'introduction d'une taxe d'un niveau assurant son efficacité. Une introduction

progressive, telle qu'elle a lieu en Suisse, peut permettre de contourner le problème.

Exemples de réussites: l'introduction de la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations (RPLP) en Suisse a eu pour effet de réduire le nombre de trajets à vide, alors que l'introduction de taxes sur les composés organiques volatils (COV) a diminué de près d'un tiers leur utilisation en tant que solvants. Deux améliorations dont l'environnement profite de manière substantielle. La taxe CO₂ suisse sur les combustibles est un autre bon exemple. Actuellement fixée à 96 francs par tonne de CO₂, elle a provoqué, depuis son introduction, une réduction annuelle de près de 2% des émissions de CO₂ produites par le chauffage et les processus industriels.

Activités du WWF: dans le cadre du processus législatif, le WWF Suisse s'engage régulièrement pour l'introduction ou l'augmentation des taxes environnementales. Il plaide par exemple en faveur d'une taxe sur les billets d'avion ou de l'introduction d'une taxe sur le CO₂ sur les carburants analogue à celle sur les combustibles.

Questions importantes: comment convaincre la politique et la population d'introduire des taxes d'un montant réellement efficace?

Comment persuader des groupes de population ou des secteurs économiques d'accepter de nouvelles taxes ou la suppression de subventions, ce qui leur vaudra un désavantage?

Comment introduire des taxes de manière coordonnée au niveau mondial? Quels pays ou groupes de pays influents seraient prêts à jouer le rôle de pionniers?

Pertinence: mondialement et en Suisse

Soutient la mise en œuvre de l'ODD suivant (objectifs de développement durable des Nations Unies, voir annexe 12):



2 | Introduire des systèmes de gouvernance axés sur le long terme afin de réduire les émissions et la consommation de ressources



Le problème: les dispositions légales en vigueur (interdictions, prescriptions) et les systèmes d'incitation basés sur les principes de l'économie de marché qui émettent des signaux forts ne suffisent pas à atteindre les objectifs d'une économie respectant les limites planétaires. Généralement toutefois, l'introduction de dispositions renforcées divise le monde politique, tandis qu'à l'échelle internationale, les Etats ont tendance à niveler les exigences vers le bas. En outre, les lois existantes ne sont pas appliquées sérieusement. La manière dont la politique gère les grands problèmes environnementaux – ce que nous appelons ici la *gouvernance* – doit donc être développée.

Les pistes de solutions: l'utilisation et la gestion prudentes de l'environnement et des ressources doivent, dans une certaine mesure, être détachées du débat politique. Néanmoins, des tâches importantes restent dévolues à la politique: c'est elle qui définit les objectifs, contrôle s'ils sont atteints et exige si nécessaire qu'ils soient respectés. Elle définit également, dans les grandes lignes, les instruments qui doivent être utilisés (dans quels domaines travaille-t-on avec des interdictions, dans lesquels avec des taxes?).

A long terme, la conception détaillée des instruments et la mise en œuvre doit, davantage qu'aujourd'hui, être détachée de la politique quotidienne et se dérouler à un niveau fondé sur des faits scientifiques. Les valeurs limites ou le montant des taxes environnementales doivent être définies sur le long terme, de manière prévisible et selon l'effet souhaité. Les conséquences des décisions prises dans tous les secteurs de la politique doivent par ailleurs être contrôlées quant à leur effet à long terme sur l'environnement (années, décennies).

Des banques de ressources indépendantes, des comités de conseil scientifiques ou des freins à la consommation des ressources ou aux émissions ancrés légalement entrent ici en ligne de compte. Il serait également souhaitable d'effectuer

régulièrement une analyse indépendante de l'efficacité des instruments en place et de dresser un tableau général des secteurs où les principes de base de la protection de l'environnement sont systématiquement ignorés (par exemple: où ont lieu des violations systématiques du principe du pollueur-payeur et comment pourrait-on changer les choses?).

Exemples de réussites: d'autres secteurs importants de la société fonctionnent d'ores et déjà d'après ce principe. On mentionnera ici les banques centrales, largement indépendantes de la politique et qui veillent à la stabilité du système financier ou, – spécifique à la Suisse – le frein à l'endettement, qui garantit que l'Etat ne dépense pas plus que ce qu'il perçoit au cours d'un cycle conjoncturel, indépendamment des revendications politiques.

Dans le domaine de l'environnement, il convient d'évoquer le Climate Change Committee CCC en Grande-Bretagne, qui conseille le gouvernement de manière indépendante sur les questions liées aux changements climatiques et qui rend régulièrement des comptes au Parlement sur les progrès enregistrés dans la lutte contre le réchauffement de la planète.

Etat de la mise en œuvre: actuellement, le WWF Suisse dispose, pour l'essentiel, de l'analyse des problèmes évoquée ci-dessus et des idées de solutions esquissées.

Questions importantes: quelles sont les approches théoriques permettant une gestion des ressources qui tient davantage compte des faits scientifiques tout en étant légitime sur le plan démocratique? Où sont-elles déjà appliquées et quelles sont les expériences faites dans ce contexte?

Pertinence: mondiale et en Suisse

Soutient la mise en œuvre de l'ODD suivant:



3 | Orienter les systèmes financiers et les activités de crédit de sorte à ce qu'ils aient un effet positif sur l'environnement et la société



Le problème: notre système financier et les activités de crédit permettent de mettre à disposition, de déplacer et d'investir rapidement des moyens financiers et constituent une condition essentielle à la capacité de fonctionnement et à la croissance de notre économie. Dans sa forme actuelle, ils sont toutefois largement aveugles en ce qui concerne l'effet produit par les flux financiers. L'argent peut en effet être utilisé pour mener à bien des activités qui ménagent l'environnement autant que pour des activités qui nuisent à celui-ci. Les risques financiers résultant des activités néfastes pour la nature ne sont pas suffisamment pris en compte, voire pas du tout. De nombreux instituts financiers et investisseurs institutionnels limitent toujours leurs objectifs à l'accroissement de leur patrimoine, sans tenir compte des conséquences de leurs placements sur l'environnement et la société.

Les pistes de solutions: des solutions sont possibles à différents niveaux:

- Introduction à large échelle des critères ESG (Environmental Social Governance) pour l'octroi de crédits et l'examen des risques des placements. La notion de risque, actuellement limitée pour l'essentiel aux aspects de l'exploitation d'entreprise et de la situation du marché, est ainsi largement étendue et tient aussi compte de la pertinence des activités des entreprises pour la société. Le montant des intérêts peut être différencié en fonction du degré de risque pris.
- Le relèvement des taux de capital propre prescrits par la loi reposant sur une évaluation des risques de l'impact environnemental d'une entreprise. Il sera ainsi plus difficile et moins intéressant de faire des affaires risquées et nuisibles pour l'environnement. Des taux de capital propre élevés obligent à prendre davantage de précautions dans la conduite des affaires, ce qui ralentit la croissance et ménage les ressources.
- D'autres approches nécessitent la divulgation conséquente des risques en matière de développement durable.

Etat de la mise en œuvre: la sensibilité pour les effets des flux d'argent sur l'environnement s'est affirmée ces dernières années, de sorte que des instruments de placement

respectant les critères ESG ont été créés depuis. Actuellement, différents systèmes d'évaluation et de transparence sont développés, notamment par l'UE (Green Taxonomy) et par d'autres groupes de travail internationaux (TCFD, TNFD). Leur acceptation n'est toutefois pas encore généralisée et de nombreuses questions de méthode restent sans réponse. Le débat sur les questions des aspects fondamentaux de notre système financier et de ses effets sur l'environnement est encore pratiquement inexistant. Qu'en est-il par exemple de l'effet des intérêts (particulièrement dans des contextes d'intérêts négatifs persistant sur la durée), des instruments du marché financier ou des entreprises financières qui agissent en dehors du système bancaire? Il n'est pas clair, non plus, comment l'introduction souvent demandée de systèmes de monnaie pleine impacterait l'environnement.

Exemples de réussites: Natixis, la banque d'investissement du groupe bancaire français BPCE, a développé un «Green weighting factor». Celui-ci corrige l'évaluation analytique des placements du degré de durabilité atteint par le placement considéré. Des corrections de -24% à +50% sont possibles. Blackrock lie le montant des intérêts des crédits aux objectifs de développement durable et de diversité.

Activités du WWF: en évaluant les instituts financiers et par son travail sur le plan politique, le WWF Suisse s'engage pour que l'économie financière intègre les effets de ses activités sur l'environnement dans ses évaluations des risques. Il développe des instruments qui permettent de mieux mesurer l'influence des flux financiers sur le climat et la biodiversité et dialogue avec les acteurs importants du système financier.

Questions importantes: comment peut-on convaincre les instituts financiers et les investisseurs qu'ils portent, avec leur politique de placement, une responsabilité décisive en matière environnementale?

Pertinence: mondiale et en Suisse

Soutient la mise en œuvre de l'ODD suivant:



4 | Assurer un accès équitable aux ressources vitales et rémunérer justement l'exploitation de celles-ci



Le problème : une part significative de la population mondiale continue de vivre dans la pauvreté et n'a pas d'accès suffisant et réglé aux ressources vitales (eau, aliments de base, évacuation des eaux usées, énergie). Ces personnes sont également privées de l'accès à d'autres infrastructures élémentaires de la société comme le système de santé, les assurances sociales ou l'éducation.

Le nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue n'a cessé d'augmenter ces dernières décennies, en pour cent comme en chiffres absolus. En raison notamment de la pandémie de coronavirus, les prévisions en matière de développement de la pauvreté sont à l'heure actuelle plutôt pessimistes.

Les conséquences de la pauvreté sont l'approvisionnement souvent illégal en matières premières et biens vitaux, avec des techniques nuisant à l'environnement (par exemple la déforestation). Les causes de la pauvreté sont variées. Souvent, les conditions élémentaires font défaut pour permettre aux individus de s'approvisionner et de se développer de manière autonome. Ils n'ont pas accès à l'éducation, n'ont pas la possibilité de participer aux décisions et leurs droits élémentaires sont bafoués. Généralement, cette situation est provoquée par la défaillance grave de l'Etat.

L'absence de réglementations légales ou de l'application de celles-ci a par ailleurs pour effet que certaines entreprises, souvent puissantes, mettent la main sur les matières premières ou les surfaces agricoles sans que la population locale ou que le système étatique soient rémunérés de manière adéquate. Il est fréquent que ces entreprises et les pays qu'elles représentent s'attribuent des matières premières devenues rares sur leur propre territoire (comme dans le cas de la Chine).

Les pistes de solutions : les moyens classiques de la lutte contre la pauvreté ayant fait leurs preuves pendant des

décennies sont au premier plan, notamment l'amélioration du système éducatif, la promotion des filles et des femmes ou le développement des possibilités de participation.

Pour que ces mesures portent leurs fruits, un appareil d'Etat et une culture politique plaçant le bien-être collectif au centre des préoccupations et encourageant la perméabilité sociale sont nécessaires. Cette compréhension de l'Etat fait cependant défaut dans de nombreux pays dirigés par des régimes autocrates et dans les pays où les clans familiaux jouent un rôle important. Les conditions sont également lacunaires dans les démocraties dotées d'institutions faiblement développées.

Concernant l'utilisation excessive des ressources naturelles par les entreprises, il convient de s'assurer que l'octroi de concessions se déroule d'après les principes de l'Etat de droit et que les entreprises rémunèrent les communautés locales et les concédants de manière équitables.

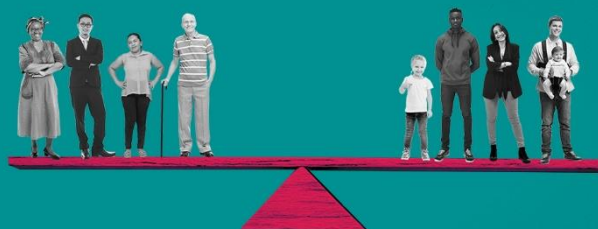
Exemples de réussites : active dans le monde entier, l'organisation Barefoot College encourage la formation des femmes vivant dans des régions particulièrement pauvres. Elles apprennent des techniques leur permettant d'aménager leur quotidien de façon plus durable.

Activités du WWF : dans le cadre de son projet de promotion des énergies renouvelables, le WWF s'engage pour que les groupes les plus pauvres de la population aient accès à l'énergie ainsi qu'à d'autres ressources vitales, par exemple à Madagascar, en Tanzanie et en Ouganda.

Pertinence: surtout dans les pays du sud
Soutient la mise en œuvre de l'ODD suivant:



5 | Renforcer la cohésion au sein de la société et réduire les inégalités



Le problème: l'inégalité des chances en matière de développement, que ce soit en tant qu'individu ou de communauté, reste immense à l'échelle mondiale. Plus les inégalités sont marquées – entre les individus, mais aussi entre les groupes, les régions ou les pays – et plus la cohésion sociale est menacée. Dans pareil cas, il est d'autant plus difficile de trouver des solutions supportables pour tous en vue de résoudre les grands défis de notre époque (crise climatique, garantie de l'approvisionnement alimentaire, migrations).

Les inégalités en matière de prospérité matérielle sont particulièrement flagrantes (revenu disponible et fortune), tant par rapport à d'autres régions du monde qu'au sein des différents pays. Cette situation peut conduire à une utilisation excessive et non écologique des ressources environnementales pour trois raisons:

- Les personnes disposant d'une fortune ou d'un revenu supérieur à la moyenne utilisent une quantité disproportionnée de ressources. Une étude publiée par Oxfam en 2020 a montré que les dix pour cent des personnes les plus riches de la planète étaient responsables de la moitié de toutes les émissions de CO₂.
- Les personnes pauvres utilisent moins de ressources, ce qui n'empêche pas que des dommages importants soient causés à l'environnement à l'échelle locale. La couverture forestière de l'île de Madagascar est passée de 28% dans les années 1950 à 17% actuellement, notamment parce que la population utilise le bois pour cuisiner et se chauffer.
- Les régions et pays économiquement pauvres et faiblement développés tolèrent souvent l'exploitation déraisonnée de leurs ressources naturelles, que ce soit par des entreprises ou des Etats étrangers, pour en tirer des revenus financiers. De cette manière, leurs bases vitales sont progressivement détruites.

Les pistes de solutions: tous camps politiques confondus, il est nécessaire de s'interroger sur l'égalité en matière de répartition des ressources, tant au niveau mondial que national. Même les cercles libéraux considèrent que l'inégalité majeure, qui ne cesse de s'aggraver, constitue un risque croissant pour l'ordre économique actuel. Au niveau de l'Etat, la solution réside dans l'adaptation des systèmes fiscaux (impôts progressifs, impôts plus élevés sur la fortune et les entreprises) et sur la suppression des possibilités d'évitement en matière fiscale. La manière dont est conçue la politique commerciale internationale et la nature des contrats de commerce sont également deux aspects centraux.

Pour réaliser cet objectif, les Etats et les politiciens doivent placer le bien-être de leurs citoyens au centre des préoccupations et non pas se limiter à vouloir conserver leur pouvoir et leur fortune.

Exemples de réussites: entre 2003 et 2011, le président brésilien Lula da Silva est parvenu à réduire sensiblement l'extrême pauvreté et la faim dans son pays et à développer le rôle du Brésil au niveau régional, grâce à une politique sociale visant à combattre la pauvreté et à une politique économique axée sur le développement. Dans le même temps, le taux de déforestation dans la région amazonienne a été massivement réduit.

Pertinence: mondiale

Soutient la mise en œuvre de l'ODD suivant: indirectement tous les ODD en lien avec l'environnement ainsi que



6 Garantir l'accès au système juridique, promouvoir la transparence et lutter contre la corruption



Le problème: dans les pays où la démocratie n'est pas encore très développée, de nombreux projets nécessitant l'exploitation des ressources de la collectivité et nuisant à l'environnement sont lancés et mis en œuvre, sans que le public ni les personnes concernées (population locale, propriétaires terriens) n'en soient informés. Souvent, il manque également des possibilités d'exiger le respect des législations environnementales par la voie juridique, ou il est trop risqué, pour les individus, de lancer des actions en justice. La corruption renforce le problème.

Les pistes de solutions: il est nécessaire de créer, dans de nombreux pays, des possibilités de participation ainsi que des systèmes juridiques fiables et indépendants. La population locale et les organisations de la société civile qui s'engagent pour la protection de l'environnement et pour les droits des populations concernées, doivent avoir un accès illimité aux voies de recours juridiques. Si celles-ci n'existent pas, elles doivent être créées. La division entre pouvoir politique et juridique doit par ailleurs être réalisée. Une transparence accrue est également nécessaire dans les projets de l'Etat et privés, dans lesquels des ressources naturelles sont exploitées ou qui peuvent porter atteinte à l'environnement. La lutte contre la corruption doit aussi être assurée.

Etat de la mise en œuvre: le savoir, les processus et les instruments relatifs au bon fonctionnement des systèmes juridiques, à la création de la transparence et à la lutte contre la corruption sont en principe disponibles et fonctionnent. Leur mise en œuvre n'est en revanche de loin pas développée de la même manière dans tous les pays du monde. La condition de leur fonctionnement est la compréhension des processus démocratiques ainsi qu'un système juridique tel qu'il

est établi dans les pays démocratiques, et tel qu'il est par exemple encouragé par la Déclaration des droits de l'homme.

Exemples de réussites: la Convention d'Aarhus est entrée en vigueur en 2001. Elle garantit l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement. 46 Etats, dont la Suisse, ont adhéré à la convention.

Activités du WWF: pour ses programmes, le WWF a développé des *Social Policies* ainsi qu'un *Environmental and Social Safeguard Framework* (ESSF) et formé tous ses employés à ce sujet. L'objectif est que le WWF respecte aussi les droits des populations concernées par les projets du WWF et qu'il leur permette de participer à ces projets et aux mesures qui en découlent.

Questions importantes: les personnes vivant dans des pays démocratiques et respectant les principes de l'Etat de droit, considèrent que ces systèmes sont la meilleure solution possible. Cependant, ce ne sera pas le cas partout avant longtemps. Comment mener la discussion sur les formes étatiques et juridiques adéquates dans les pays et les cultures où les expériences faites jusqu'à présent sont diamétralement différentes? Et comment peut-on inciter les personnes et les institutions qui disposent d'un pouvoir disproportionné à le partager avec d'autres?

Pertinence: avant tout dans les Etats gouvernés par des systèmes non démocratiques

Soutient la mise en œuvre de l'ODD suivant:
ainsi que tous les ODD liés à l'environnement



7 | Introduire des règles valables à l'échelle mondiale pour une économie globalisée



Le problème: les lois visant à protéger l'environnement et les ressources sont conçues différemment d'un pays à l'autre. En règle générale, elles sont plus sévères dans les pays économiquement développés que dans les autres. Dans une économie mondialisée, la conséquence est que l'exploitation des ressources et la production de marchandises polluant l'environnement sont souvent déplacées dans des pays où la législation est moins sévère, les coûts étant moindres. Les efforts d'harmonisation des lois à l'échelle planétaire ont pour effet d'imposer le niveau d'exigences le plus faible.

Les pistes de solutions: les solutions possibles sont des accords environnementaux internationaux, mais aussi des accords de commerce bilatéraux et multilatéraux. De nos jours, il est pratiquement impossible de signer des accords environnementaux contraignants au niveau international, sous l'égide des Nations Unies, qui soient suffisamment sévères, leurs éléments centraux nécessitant l'unanimité de tous les Etats (Accord sur le climat, par exemple). Une solution possible est qu'un nombre suffisamment important d'acteurs pertinents s'imposent des exigences plus sévères à titre volontaire et fassent office de modèles (coalition of the willing). Les standards écologiques et sociaux minimaux doivent en outre être intégrés aux accords de commerce internationaux ou alors, les accords doivent être aménagés de manière à rendre possible des limitations au commerce pour des raisons écologiques et sociales. Ceci est particulièrement valable pour la réglementation de l'OMC. La responsabilité des entreprises agissant à l'échelle planétaire doit par ailleurs s'appliquer au niveau mondial, avec des normes et des devoirs en vigueur tout autour du globe.

Etat de la mise en œuvre et exemples de réussites: il existe des exemples de règles valables au plan international et qui ont mené au succès (Protocole de Montréal pour la protection de la couche d'ozone, Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination), mais aussi d'autres où les progrès sont

restés insuffisants (Accord sur le climat, Accord sur la biodiversité).

En matière d'accords commerciaux, il apparaît désormais que la prise en compte de critères écologiques est de mieux en mieux perçue. Des dispositions relatives à l'environnement ont été intégrées pour la première fois à l'Accord de partenariat économique de large portée entre les Etats de l'AELE et l'Indonésie (les pays de l'AELE ne peuvent importer que de l'huile de palme conforme aux standards minimaux en matière de développement durable). La Suisse a approuvé cet accord en mars 2021.

Les Etats européens sont également en train de placer les entreprises qui agissent à l'échelle internationale face à leurs responsabilités, en adaptant leurs législations respectives: en février 2021, l'Allemagne a voté une loi sur les chaînes de livraison. Après le rejet de l'initiative pour des multinationales responsables, la Suisse a introduit une obligation de rendre compte pour les grandes entreprises. Dans sa forme actuelle, cette disposition devrait toutefois avoir peu d'effets.

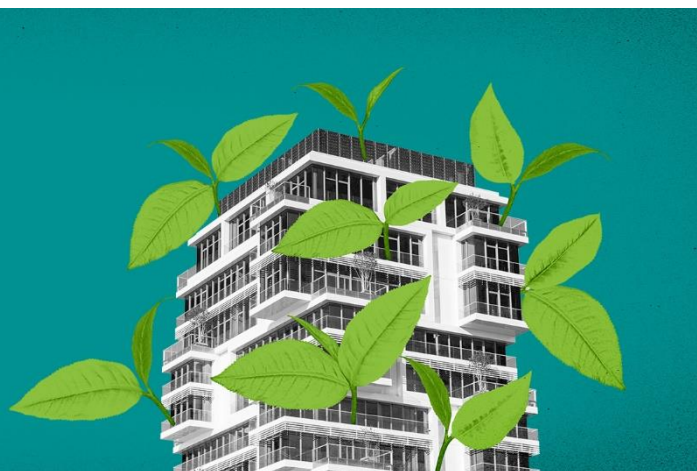
Activités du WWF: le réseau du WWF participe aux négociations internationales avec des délégations de spécialistes et a lancé et développé divers standards minimaux reconnus à l'échelle internationale (pour l'huile de palme ou le soja, par exemple, ou FSC). Il s'engage également pour le développement de nouvelles exigences.

Questions importantes: comment garantir que les Etats ou les entreprises qui sont disposés à jouer un rôle de pionniers en introduisant des réglementations progressistes ne soient pas défavorisés sur le plan économique? Comment peut-on éviter que les standards ne soient pas trop faibles mais acceptés par tous les acteurs en présence?

Pertinence: mondiale et en Suisse

Soutient la mise en œuvre de l'ODD suivant:
indirectement la plupart des ODD

8 Développer les infrastructures uniquement dans la mesure du nécessaire et dans le respect de l'environnement



Le problème: de bonnes infrastructures pour la mobilité ainsi que pour la fourniture d'énergie, d'eau et d'autres ressources, sont l'une des conditions fondamentales au développement des régions et des pays. En contrepartie, les grandes constructions d'infrastructures provoquent des destructions massives et morcellent les habitats naturels. Les déplacements forcés de populations ou l'accès entravé aux pâturages ou aux forêts peuvent avoir des conséquences dramatiques pour la population locale. Ce qui s'est produit en Europe et en Amérique du Nord au 19^e et au 20^e siècle a lieu actuellement en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

La longue durée de vie des infrastructures construites (souvent de 50 à 100 ans) est le point le plus délicat en la matière. Le passage aux nouvelles technologies peut s'en trouver freiné, le démantèlement des infrastructures en place entraînant une importante perte de valeur. Exemple: l'abandon du réseau de gaz laisse des pipelines inutilisés.

Les pistes de solutions: les critères suivants doivent être appliqués lors de la construction de nouvelles infrastructures:

- Ne doivent être construites que des infrastructures réellement nécessaires, de dimensions raisonnables; les solutions centralisées et décentralisées doivent faire l'objet d'une pesée d'intérêts (les systèmes d'approvisionnement énergétique décentralisés sont généralement plus écologiques); il faut aussi examiner les solutions alternatives (télétravail plutôt que construction de nouvelles routes).
- Dans les régions particulièrement précieuses d'un point de vue écologique et les zones protégées, il convient de renoncer à la construction d'infrastructures (zones intouchables).
- Pendant la construction, les effets négatifs sur les habitats, la biodiversité et le climat doivent être minimisés.
- Les surfaces perdues lors des travaux doivent être renaturées ou compensées ailleurs.
- Les infrastructures destinées à l'extraction ou au transport de matériaux ou de technologies sans avenir ne

doivent plus être construites. Cela concerne en particulier les agents énergétiques fossiles.

- La population locale et celle concernée par les constructions doit être impliquée dans les processus de décision et ses droits fondamentaux doivent être garantis. Le droit des peuples indigènes à un consentement libre, préalable et éclairé (free, prior and informed consent FPIC) doit également être garanti.

Etat de la mise en œuvre et exemples de réussites: diverses initiatives soutiennent la construction d'infrastructures ménageant l'environnement, comme le standard Sure pour les infrastructures durables et résistantes ou la Green Belt and Road Initiative Center, qui vise à veiller au développement écologique de la nouvelle route de la soie. La protection des zones intouchables est ponctuelle grâce aux prescriptions légales des différents pays, aux standards de l'économie privée ou aux protestations de la société civile.

Activités du WWF: le WWF a notamment participé au développement du standard Sure. Avec le rapport «Un réseau pour la biodiversité», il a montré comment la biodiversité pouvait être mieux protégée lors de la construction d'infrastructures en Suisse.

Questions importantes: quels genres d'infrastructures sont en principe souhaitables et quelles sont les solutions de remplacement pour répondre aux mêmes besoins tout en utilisant nettement moins de ressources? La numérisation pourrait avoir un effet très positif à ce niveau. La conduite entièrement automatisée est par exemple en mesure de diminuer massivement la place nécessaire pour les routes, les distances de sécurité pouvant être réduites.

Pertinence: en particulier dans les pays émergents et en développement, où les infrastructures sont nettement plus rares

Soutient la mise en œuvre de l'ODD suivant:



9 Axer les objectifs des entreprises sur le développement durable et supprimer la pression de la croissance permanente qui s'exerce sur les entreprises



Le problème: l'objectif et le comportement de la plupart des entreprises consiste à favoriser leur expansion. Ce phénomène concerne avant tout les entreprises cotées en bourse, soumises à la pression d'être les plus rentables possible pour leurs actionnaires. La pression de la concurrence incite aussi à se développer sans cesse. Les entreprises contribuent ainsi à la croissance et à accroître la charge sur l'environnement. L'aspect le plus délicat est que les hausses d'efficacité dans la production entraînent généralement un développement de celle-ci, ce qui est plus ou moins contraire aux efforts entreprises pour protéger l'environnement et les ressources (voir S1.2)

Les pistes de solutions: de manière générale, trois axes permettent de freiner ces développements:

- **Mesures internes aux entreprises:** une entreprise est en principe libre d'orienter davantage ses objectifs et modèles d'affaires sur le respect des limites planétaires et de leur donner autant ou plus de poids qu'à ses objectifs de rendement. Il peut être utile de choisir une forme de société adaptée à ces objectifs (p. ex. coopérative ou société anonyme). Une entreprise peut aussi s'appuyer sur des rapports d'objectifs à long terme (au lieu de rapports trimestriels) et adapter les systèmes de rémunération de ses employés. Dans sa comptabilité, elle peut également tenir compte, à titre volontaire, des coûts environnementaux externes qu'elle occasionne et leur attribuer un prix.
- **Critères de financement:** les institutions délivrant des crédits peuvent exiger, dans ce cadre, le respect de certains critères écologiques ou sociaux (critères ESG) ou prélever un supplément de risque pour les modèles d'affaires potentiellement nuisibles à l'environnement. Divers instruments de l'*Impact Investment* permettent aux investisseurs de ne financer que des entreprises qui visent des objectifs durables.
- **Conditions juridiques:** les conditions-cadres modifiées peuvent également avoir un effet important, de sorte que la réalisation à court terme d'un bénéfice aussi important que possible ne constitue plus le seul objectif de l'entreprise. Des prescriptions exigeant le respect des critères ESG, ou relatives au capital propre peuvent permettre d'y parvenir. Plus le risque qu'une entreprise fait

peser sur le climat et la biodiversité est grand, plus le taux de capital propre nécessaire serait élevé. Des réglementations relatives aux systèmes de rémunération sont également envisageables.

Etat de la mise en œuvre: de manière générale, de plus en plus d'entreprises prennent conscience qu'elles doivent contribuer, davantage qu'aujourd'hui, à l'évolution de l'économie pour qu'elle respecte les limites planétaires. Elles sont nombreuses à continuer de se contenter de mesures destinées à améliorer l'efficacité. Il est en revanche difficile de discuter avec elles d'une réorientation de leurs objectifs commerciaux ou du renoncement volontaire au chiffre d'affaires.

Exemples de réussites: aujourd'hui, de nombreuses entreprises misent totalement sur les matières de départ et les produits issus d'une production écologique et socialement responsable (c'est le cas des supermarchés Alnatura ou de la maison de mode par correspondance Hessnatur), tandis que d'autres proposent des services de réparation ou de reprise complets, bien que cela réduise leurs ventes (produits outdoor du fabricant Patagonia).

Activités du WWF: le WWF Suisse développe sans cesse sa collaboration avec de grandes entreprises dans le but d'accroître sans relâche les ambitions en matière de développement durable. L'utilisation d'approches de type *Science based Targets* ou le soutien au développement de nouveaux modèles commerciaux en font partie.

Questions importantes: quels sont les facteurs qui déclenchent une pression à la croissance dans les entreprises?

Une entreprise peut-elle s'extraire, par ses propres forces, de cette pression de la croissance ou faut-il obligatoirement modifier les conditions cadres légales dans ce but?

Comment une entreprise peut-elle se soustraire à cette pression dans un environnement concurrentiel? Que gagne une entreprise qui parvient à s'extraire de la pression à la croissance?

Pertinence: mondiale et en Suisse

Soutient la mise en œuvre de l'ODD suivant: indirectement la plupart des ODD, avant tout ceux liés à l'environnement.

10 Réformer les systèmes d'assurance sociale de manière à ce qu'ils ne dépendent pas de la croissance



Le problème dans les nations industrialisées: le maintien d'un niveau de prospérité toujours plus élevé, une espérance de vie toujours plus longue, les progrès de la médecine et l'augmentation de la population font que les dépenses pour les systèmes sociaux (prévoyance vieillesse, système de santé, aide sociale, etc.) ne cessent d'augmenter dans les pays développés. Dans le système actuel, la croissance de l'économie doit être continue afin de libérer les moyens nécessaires.

Si toutefois le gâteau cesse de grandir et que la répartition doit être aussi équitable que possible, il est évident que ceux qui bénéficient d'une sécurité supérieure à la moyenne vont devoir se satisfaire de moins. Un déclassement ou même une révision sérieuse de la répartition à un niveau fondamentalement élevé sont toutefois mal acceptés. Les discussions sur les taux de conversion des caisses de pension ou l'âge de la retraite en Suisse le prouvent.

Les pistes de solutions: les approches sous forme de prestations non monétaires permettant de satisfaire ces exigences sont actuellement en discussion. Les crédits de temps dans la prévoyance vieillesse en sont un exemple: les prestations d'intérêt général fournies gratuitement par une personne au cours de sa vie lui valent des prestations de prise en charge dans une mesure correspondante. Il faut aussi se demander sur quelle base les droits aux rentes et aux prestations d'assurance doivent être calculés. Aujourd'hui, ils sont pour l'essentiel basés sur les revenus réalisés dans le cadre de l'activité professionnelle. Les personnes qui n'ont pas exercé d'activité rémunérée ou très peu sont défavorisées.

Exemples de réussites: le modèle de la prévoyance-temps pour les prestations d'aide est déjà testé et mis en œuvre dans une trentaine de localités en Suisse par les fondations KISS (fondation-kiss.ch) et Zeitvorsorge (www.zeitvorsorge.ch).

Le problème dans les pays du sud: la situation de départ diamétralement différente dans les pays du sud. Ici, l'objectif est de commencer par introduire un système d'assurance sociale de base.

Les pistes de solutions: ici, les champs d'action 4 et 5 entrent à nouveau en jeu. Il s'agit de garantir l'accès aux ressources vitales et de supprimer les inégalités dans les pays et les régions du monde. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions mettre suffisamment de moyens à disposition pour permettre aux populations des pays du sud de se développer comme elles le méritent. Pour cela, les prix des produits que nous leur achetons doivent être équitables. Sur place, la culture politique et le système de l'Etat doivent placer le bien-être de la population au centre des préoccupations.

Une autre solution en discussion est l'introduction du revenu inconditionnel de base, surtout pour ceux qui vivent dans une grande pauvreté. L'idée est qu'en raison de la croissance de la population et du développement technologique, il n'y aura, à l'avenir, pas suffisamment de travail pour occuper toute la population mondiale. Pour ceux qui sont aujourd'hui déjà victimes de la pauvreté, le danger est grand de voir cette situation perdurer.

Exemples de réussites: l'ONG américaine GiveDirectly soutient près de 21 000 personnes dans différents villages du Kenya avec un revenu inconditionnel de base d'un peu plus de 20 francs. Les effets de ce système doivent être étudiés dans le cadre d'une étude mondiale.

Etat de la mise en œuvre: de nombreux tests sont déjà en cours à une échelle réduite. Pour sortir du débat souvent connoté idéologiquement, ces tests doivent être développés au cours des années à venir.

Pertinence: mondiale et en Suisse

Soutient la mise en œuvre de l'ODD suivant:

et indirectement tous les ODD liés à l'environnement



11 | Développer davantage les modèles de travail et de vie



Le problème: les personnes disposant d'une fortune supérieure à la moyenne (que ce soit grâce au revenu de leur travail ou à leur fortune) ont un impact également supérieur à la moyenne sur l'environnement (voir champ d'action 5). Parallèlement, un nombre toujours plus important de personnes dans les économies très développées subissent une pression croissante dans le cadre de leur travail (que ce soit en matière de temps ou de contenu exigeant), de sorte que les maladies psychiques sont de plus en plus courantes. Viennent s'y ajouter de nombreuses pathologies typiques des civilisations très développées, comme les maladies cardiovasculaires ou le diabète.

L'écart entre les personnes qui ont beaucoup (ou trop) de travail et celles qui n'en ont pas du tout se creuse, et toute une série d'activités professionnelles ne permettent pas de subvenir à ses besoins, même à un taux d'occupation de 100%. C'est notamment le cas dans la restauration, le commerce de détail ou les professions du nettoyage et des soins.

La répartition toujours inégale des rôles et des tâches entre hommes et femmes accentue encore les problèmes décrits ici.

Les pistes de solutions: la façon dont les personnes travaillent dans les économies très développées et dont le travail est rémunéré devra changer au cours des décennies à venir. Deux objectifs sont prioritaires: assurer à tous les individus un revenu assurant leur existence et réduire les effets négatifs du travail (excessif) sur l'environnement. Réduire le travail salarié fourni et échapper ainsi en partie au stress est une alternative possible pour ceux qui disposent d'un revenu suffisant pour assurer leur subsistance. Le temps ainsi gagné peut être utilisé pour s'engager dans des projets d'intérêt commun qui ne sont pas commercialisables ou pour faire du bénévolat.

Les employeurs jouent un rôle important dans ce contexte: ils doivent se montrer plus ouverts au travail partiel, en particulier en ce qui concerne les cadres et dans des professions où de tels modèles d'occupation sont encore inhabituels.

Un transfert de la charge fiscale au sens d'une réforme écologique («Imposer l'énergie plutôt que le revenu») pourrait en outre réduire notablement la charge de l'impôt qui pèse sur ceux dont le salaire est très bas.

Etat de la mise en œuvre: le développement décrit comme étant souhaitable est en partie déjà en train de se produire. Le travail que fournit une seule personne n'a cessé de diminuer au cours des vingt dernières années en Suisse, passant de 1600 heures de travail annuellement en 1998 à près de 1460 heures en 2018. Ce changement est le fait de la démocratisation du travail partiel, aussi chez les hommes, et de vacances plus longues.

Questions importantes: comment faire pour convaincre la politique et les entreprises de discuter des futurs modèles de travail au-delà des idéologies en place et de tester sans réserve les solutions possibles?

Comment peut-on améliorer l'image et l'acceptation du travail partiel et du travail non rémunéré?

Par quels mécanismes peut-on garantir des salaires permettant d'assurer l'existence dans les branches où ils sont les plus bas?

Serait-il correct de verser des salaires pour des activités qui ne sont pas du tout rémunérées, comme les tâches ménagères? Et quel pourrait être le rôle joué par un revenu de base inconditionnel?

Pertinence: avant tout dans les pays développés et dans le cas des individus avec des salaires supérieurs à la moyenne. Dans les pays en développement et émergents, il s'agit surtout de créer des possibilités de revenus permettant d'assurer la subsistance des salariés (voir champs d'action 4, 5 et 10).

Soutient la mise en œuvre de l'ODD suivant:

et indirectement tous les ODD en lien avec l'environnement



Facteurs importants pour la mise en œuvre

Les systèmes économiques et régulations en place reposent sur des normes et des valeurs qui se sont cristallisées au fil des siècles. Pendant le développement économique effréné de ces dernières décennies, elles ont surtout évolué dans le sens d'une «culture de la croissance», au point que pratiquement tous les secteurs de la vie sont aujourd'hui fortement dépendants de l'économie.

Pour l'avenir, une «culture du développement durable» (S12) serait souhaitable. Sans elle, la compréhension pour les champs d'action présentés dans le préambule va manquer. Une «culture du développement durable» ne peut toutefois pas être imposée, elle va devoir se développer petit à petit. Quelques-uns des aspects importants dans ce cadre sont les suivants:

- **Soutenir la transformation des valeurs par l'éducation et la communication**

Qu'est-ce qui nous rend heureux et nous satisfait?

Qu'est-ce qu'une «bonne vie»? Pour de nombreuses personnes, une bonne santé, une famille et des amis, ou un travail gratifiant sont très importants. Le revenu joue un rôle secondaire, du moins à partir d'un certain niveau, du moment que les besoins essentiels sont satisfaits. L'éducation et la communication offrent donc de bonnes possibilités de réfléchir à notre système de valeurs et de le développer.

- **Elargir l'encouragement de l'innovation aux projets sociaux et systémiques**

Lorsqu'on parle aujourd'hui d'innovation et de sa promotion, on pense généralement au développement technique, à de nouveaux produits et à des processus de production plus efficaces. Pourtant, le développement de nos systèmes sociaux et économiques est autant

important. Il faut donc également y consacrer des subventions.

- **Coopérer davantage pour résoudre les problèmes mondiaux**

Concurrence, esprit de compétition et protection des brevets peuvent stimuler l'innovation. Mais souvent, ils empêchent aussi la réalisation de solutions écologiques optimales ou l'introduction à large échelle de solutions existantes. Lorsqu'il s'agit de résoudre des problèmes complexes ou d'agir rapidement, les coopérations sont incontournables.

- **Le succès va au-delà d'un PIB élevé – évaluer le développement de la société dans toute sa complexité**

Souvent, seul le produit intérieur brut est pris en compte pour évaluer si un pays se porte bien ou mal. Cette valeur ne mesure pourtant que la performance économique. Il serait plus utile de choisir un indicateur permettant d'évaluer le développement de manière plus complète. En plus de la création de valeur économique, le bien-être de la population, les chances de développement des individus et l'état de l'environnement en font aussi partie. Pour pouvoir mesurer ces facteurs de manière judicieuse, des objectifs correspondants doivent également être définis, comme dans le cas des objectifs de développement durable des Nations Unies.

- **Numérisation**

La numérisation va fortement marquer l'économie et notre existence au cours des décennies à venir. Ses effets sur l'environnement peuvent être positifs ou négatifs. Elle doit en tout cas être utilisée de façon ciblée pour ménager les ressources environnementales et contribuer à des évolutions positives dans la société.

Annexe

S1 Apprendre du passé

A1.1 Manque et surabondance de ressources:

un coup d'œil à l'histoire du développement économique

Jusqu'au début de la révolution industrielle au 19^e siècle, la plupart de la population vivait dans la pauvreté et était privée de nombreuses ressources vitales. Ces ressources existaient, mais l'homme n'était pas en mesure de les utiliser dans une mesure importante. Seule exception: les forêts, déboisées à large échelle à des fins de production d'énergie. La population vivait dans une **économie de pénurie**.

Avec l'industrialisation, il a soudain été possible d'utiliser intensivement les ressources naturelles, à des coûts très bas, en premier lieu les agents énergétiques fossiles (charbon, pétrole et gaz). De nombreuses ressources sont depuis disponibles en quantités importantes et à moindre coût, du moins dans les pays développés.

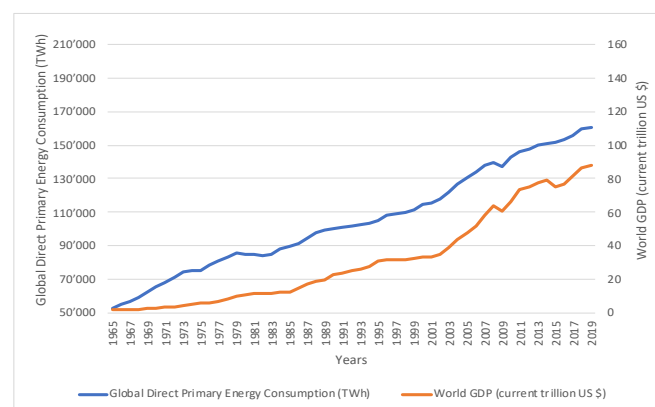
Aujourd'hui, une grande partie de l'humanité vit dans une **économie de surabondance** et nos systèmes – économie de marché ou planifiée – reposent sur l'utilisation quasiment illimitée des ressources. On sait depuis longtemps que cette situation peut conduire, au niveau régional, à une limitation ou à une surexploitation des ressources ou à un impact environnemental important, et des mesures pour corriger le tir ont été prises avec plus ou moins de succès.

La nouveauté est toutefois qu'à l'avenir, les ressources importantes ou même indispensables au bon fonctionnement des systèmes de même que les puits où sont déversés les déchets et les nuisances résultant de l'utilisation des ressources (émissions) ne seront plus disponibles en abondance à l'échelle mondiale, soit parce qu'ils n'existeront plus en quantités suffisantes ou parce qu'il faudra les limiter artificiellement, à l'image des émissions de CO₂. Nous allons donc à nouveau connaître une période où les ressources et les puits seront disponibles de manière limitée, simplement pour d'autres raisons qu'avant l'industrialisation. Nous allons vivre une ère où **l'économie sera contenue par les limites de la planète**.

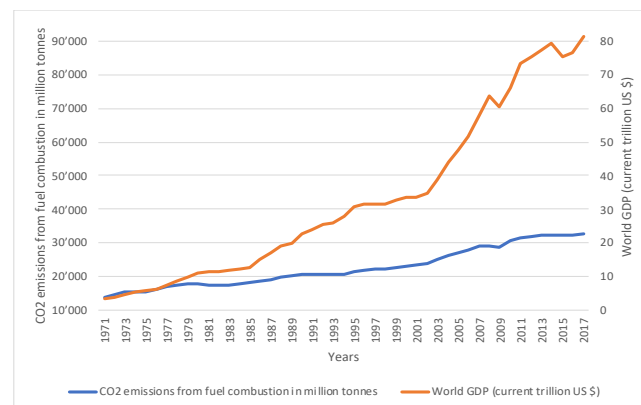
S1.2 Progrès techniques immenses, effets limités sur l'environnement

Au cours des dernières décennies, la production industrielle de la plupart des biens est devenue (massivement) plus efficace, de même que les prestations fournies par les produits. Malgré ces progrès, une amélioration marquante de la situation environnementale et une stabilisation de la consommation des ressources dans certaines régions du monde, nous ne sommes pas parvenus ces dernières décennies, **d'un point de vue global**, à plafonner ou à réduire la consommation des ressources et les impacts de cette consommation sur l'environnement. **Au contraire**: la consommation d'énergie a

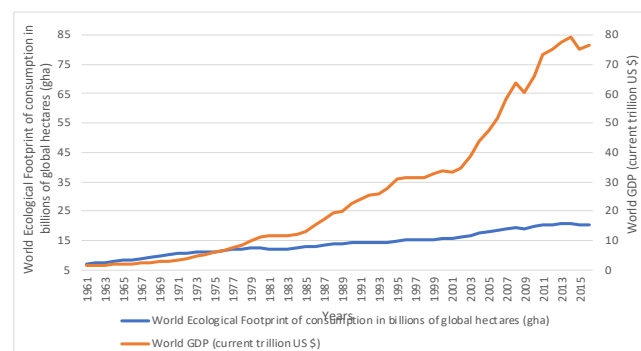
augmenté parallèlement au développement économique (voir graphiques et source S3). La consommation d'autres ressources et les émissions n'ont pas non plus cessé d'augmenter, même si dans leur cas, la hausse est nettement moins marquée. Un découplage «relatif» de la prestation économique a eu lieu. Pour pouvoir effectivement ménager l'environnement, il faudrait cependant un découplage «absolu». En d'autres termes, la consommation d'énergie et de ressources devrait baisser tandis que la prestation économique augmente.



[Global Direct Primary Energy Consumption \(TWh\)](#) von Our World in Data gegenüber [World GDP \(current trillion US \\$\)](#) der Weltbank. (Global direct primary energy consumption does not take account of inefficiencies in fossil fuel production.)



[CO₂ emissions from fuel combustion \(in million tonnes\)](#) der International Energy Agency (IEA) gegenüber [World GDP \(current trillion US \\$\)](#) der Weltbank.



[World Ecological Footprint of consumption in billions of global hectares \(gha\)](#) des Global Footprint Networks gegenüber [World GDP \(current trillion US \\$\)](#) der Weltbank.

Si la consommation d'énergie et de ressources et, partant, l'impact sur l'environnement qu'elle entraîne ne diminuent pas malgré l'amélioration de l'efficacité, c'est pour plusieurs raisons, appelées «effet de rebond» (S4):

- Les améliorations en matière d'efficacité sont compensées par une hausse de la production et de la consommation (S5).
- La réduction de la consommation de ressources n'est pas absolue, en raison de transferts (dans d'autres régions du monde, vers d'autres substances impactant l'environnement, S6).
- Un nombre toujours plus important de personnes ont un niveau de vie de plus en plus élevé et consomment ainsi davantage de ressources (S7).

Si on souhaitait réellement réduire l'impact sur l'environnement, il faudrait garder un équilibre stable entre production et consommation lors d'une amélioration de l'efficacité de la production.

Les observations empiriques du passé montrent cependant que les mesures techniques ne nous permettront pas, à elles seules, de résoudre le problème des dommages causés à l'environnement. Pourtant, de nombreuses personnes se demandent si l'avenir ne pourrait pas être différent? Un tel changement semble invraisemblable, pour trois raisons:

- Des limites physiques déterminent l'amélioration de l'efficacité (S8).
- Le découplage absolu ne semble pas fonctionner au niveau global (S9).
- Au lieu d'augmenter, l'efficacité diminue dans certains domaines, par exemple en matière d'extraction du pétrole (S10)

Une considération théorique montre déjà à quel point il est difficile de réaliser les objectifs environnement au moyen de mesures techniques uniquement. La formule IPAT le démontre:

$$I = P * A * T$$

Impact environnemental = nombre d'humains * bien-être matériel * technologies utilisées

L'impact environnemental I résulte de la multiplication du nombre de personnes P par la richesse matérielle A dont dispose un individu et par l'efficacité T qui rend cette richesse disponible. Pour maintenir la charge environnementale à un niveau constant, le produit de P, A et T doit donc rester constant. Si P et A continuent d'augmenter – comme c'est actuellement le cas –, T doit diminuer (= l'efficacité doit être améliorée), afin de pouvoir compenser l'augmentation. L'exercice est particulièrement difficile et en partie impossible tant que P et A augmentent parallèlement, la hausse de l'efficacité étant soumise à des limites physiques.

Conclusion: comme les solutions techniques ne vont pas suffire, il est nécessaire que le comportement des individus change. **L'économie doit se développer vers une forme**

utilisant nettement moins de ressources matérielles, et donc vers une réduction de la prospérité matérielle par individu, surtout dans les pays très développés. Le nombre d'habitants sur terre a aussi une influence sur la charge environnementale. Une limitation active de la croissance de la population (contrôle des naissances ou mesure similaire), telle qu'elle est régulièrement revendiquée, ne mène toutefois pas aux objectifs souhaités (voir S4 pour de plus amples détails).

A1.3 Quel système peut se contenter de ressources limitées?

Tant que l'économie se développe, la consommation de ressources et les émissions progressent également (voir chapitre A1.2). L'inverse est aussi valable: l'absence de ressources ou la régulation/limitation volontaire de la consommation de ressources ou d'émissions nuisibles va freiner le développement économique et, partant la croissance.

La question suivante se pose alors: comment pouvons-nous préserver les acquis les plus importants de notre société (prévoyance sociale, infrastructures, éducation, santé) et comment les régions moins développées de la planète peuvent-elles se développer? Jusqu'à présent, cela n'était possible que parce que nous vivions dans une économie qui ne faisait que croître. Afin que cela soit aussi possible dans une économie limitée, nous devons développer les systèmes économiques actuels.

La question n'est pas: capitalisme ou socialisme? Mais bien plus: comment notre économie peut-elle être développée de manière à pouvoir continuer de fonctionner dans des conditions entièrement modifiées (ressources limitées)? Ni l'économie de marché libre ni l'économie planifiée n'ont à ce jour livré de réponses suffisantes à ce sujet, mais il existe de nombreuses approches allant dans la direction souhaitée.

Celles qui prévoient de limiter les ressources ou les émissions d'une manière ou d'une autre sont particulièrement critiquées. Pourtant, que reste-t-il comme autre solution quand une certaine ressource n'est plus disponible que de manière limitée? Faut-il laisser le plus fort prendre le pouvoir (celui qui a plus d'argent reçoit davantage, et ce jusqu'au conflit armé) ou voulons-nous faire en sorte que la répartition soit intelligente et aussi équitable que possible? Dans ce cas, des instruments de pilotage sont nécessaires, par exemple:

- instruments de l'économie de marché (taxes, échanges de certificats, subventions, etc.) ou
- limites, réduction de la consommation, interdictions.

Vouloir voir des différences systémiques dans ces deux catégories est réducteur. Elles sont en effet plus étroitement liées qu'il n'y paraît au premier abord. Les instruments de l'économie de marché ont absolument besoin d'une base légale, car ils ne se mettent pas en place tout seuls. Et certains instruments de l'économie de marché ne fonctionnent qu'en combinaison avec des limitations. Par exemple, le négoce de

droits d'émissions de CO₂ ne mène à une réduction des émissions de carbone que lorsqu'une limite maximale correspondante est inscrite dans la loi.

A1.4 Et que se passe-t-il avec la croissance?

Une économie qui réduit massivement sa consommation de ressources se développera moins qu'aujourd'hui ou éventuellement plus du tout. C'est du moins la vision globale. Malgré cela, il existe des secteurs de l'économie dans lesquels la croissance reste possible ou peut même être encouragée (S11), par exemple:

- éducation
- activités de détente et de loisirs de proximité, utilisant peu de ressources
- secteur des énergies renouvelables
- économie de partage et de seconde main
- technologies permettant une économie circulaire
- technologies basées sur la nature (nature based solutions)
- développement d'économies locales stables dans les pays du sud

En contrepartie, les secteurs utilisant des quantités importantes de ressources doivent être redimensionnés. Si l'humanité veut cesser d'utiliser des énergies fossiles, ce secteur doit disparaître. L'extraction du charbon, du pétrole ou du gaz naturel va alors cesser ou ne subsistera au mieux que dans une mesure très réduite, pour répondre à des besoins spéciaux. Il n'y aura alors plus de pipelines ni d'infrastructure de distribution.

En contrepartie, le secteur des énergies renouvelables va se développer et offrira un revenu qui permettra à la population d'en vivre. Ces technologies sont d'ores et déjà concurrentielles par rapport à l'utilisation des énergies fossiles. Les entreprises du secteur des énergies fossiles sont capables de survivre, pour autant qu'elles parviennent, avec leur savoir-faire en matière de mise à disposition de l'énergie, à se convertir à temps aux énergies renouvelables. Sinon, d'autres entreprises le feront à leur place.

S Sources relatives aux affirmations principales

Réf.	Déclaration / thème	Justificatifs, liens
S1	Concept des limites planétaires (planetary boundaries)	- Vidéo de l'OFEV: Die planetaren Belastbarkeitsgrenzen – und was sie für die Zukunft der Menschheit bedeuten - Vidéo: Introduction of the Planetary Boundaries framework by Johan Rockström at TED Global 2010 - Site Internet: Stockholm Resilience Centre - Site Internet: A Good Life For All Within Planetary Boundaries
S2	Modèle de l'économie du donut d'après Kate Raworth	- Site Internet: Doughnut Economics - Vidéo : Change the Goal - Vidéo: A healthy economy should be designed to thrive, not grow - Site Internet: Introducing the Amsterdam City Doughnut
S3	La consommation d'énergie et de ressources et les émissions de CO ₂ évoluent en phase avec la croissance économique.	- Article de presse: Wie sich Klima und Wachstum vertragen - Article de presse: Seit Beginn der Industrialisierung hat sich die Erde verstärkt erwärmt. Ist das der Preis des Wohlstands? - Rapport: Energieumwandlung, Entropieproduktion und Wirtschaftswachstum: Warum die ökosoziale Steuerreform notwendig ist
S4	Par effet de rebond, on entend le fait que les progrès en matière d'efficacité sont (en partie) compensés par une consommation accrue.	- Site Internet Office fédéral allemand de l'environnement: effets de rebond - Manuel: Rebound-Effekte: Wie können sie effektiv begrenzt werden? - Vidéo: Jevons Paradox & The Rebound Effect
S5	Les améliorations en matière d'efficacité sont compensées par une hausse de la production et de la consommation	- Rapport: Decoupling debunked - Vidéo: Jevons Paradox & The Rebound Effect - Vidéo : Rebound-Effekt - Interview mit Tilman Santarius - Rapport: Rebound-Effekte: Ihre Bedeutung für die Umweltpolitik - Rapport: Der Rebound-Effekt: Über die unerwünschten Folgen der erwünschten Energieeffizienz
S6	La réduction de la consommation de ressources n'est pas absolue, en raison de transferts (dans d'autres régions du monde, vers d'autres substances impactant l'environnement).	- Rapport: Postwachstum- Krise, ökologische Grenzen und soziale Rechte - Rapport: Decoupling debunked - Site Internet de la société allemande pour les Nations Unies: Ressourcenverbrauch: Ein gewaltiger „Fußabdruck“ schafft globale Probleme - Rapport: Globalisierung und die Verlagerung von Umweltbelastungen. Die Stoffströme des Handels der Europäischen Union – Welche Globalisierung ist zukunftsfähig?
S7	Un nombre toujours plus important de personnes ont un niveau de vie de plus en plus élevé et consomment ainsi davantage de ressources.	- Communiqué de presse de l'office fédéral allemand de l'environnement: Wer mehr verdient, lebt meist umweltschädlicher - Site Internet du Earth Overshoot Day: Countries Overshoot Days - Article: Wer mehr Geld hat, lebt umweltschädlicher - Article: Wohlstand: Ressourcenverbrauch unnötig hoch - Article: Reiche schädigen Klima stärker als Arme
S8	Des limites physiques déterminent l'amélioration de l'efficacité.	Rapport de la centrale fédérale allemande pour l'éducation politique: «Das Anthropozän ist kein Schicksal, sondern eine Herausforderung» - Abschnitt Die Effizienzrevolution

S9	Le découplage absolu ne fonctionne pas au niveau mondial.	- Graphique: Der Mythos der Entkopplung - Rapport: Decoupling debunked, siehe insbesondere Kapitel Scale: Global or local - Site Internet Peak-Oil.com: la croissance économique peut-elle fonctionner durablement? - Résumé d'ouvrage: Wohlstand ohne Wachstum – Leben und Wirtschaften in einer endlichen Welt - Rapport: Wachstum und Umweltbelastung: Findet eine Entkopplung statt? - Site Internet de la société allemande pour les Nations Unies: Ressourcenverbrauch: Ein gewaltiger „Fußabdruck“ schafft globale Probleme
S10	Au lieu de devenir plus efficaces, nous devenons moins efficaces dans certains domaines, par exemple en matière d'extraction pétrolière.	- Vidéo: EROI - Energy Return on Energy Investment Explained - Article: Kampf um Rohstoffe - Die Ära der Hochrisiko-Förderung beginnt - Rapport: Seltene Metalle. Rohstoffe für Zukunftstechnologien, siehe insbesondere Kapitel Eine rasante Entwicklung
S11	Dans quel domaine la croissance est-elle souhaitée et où l'est-elle du point de vue environnemental?	- Rapport: Ökologische Modernisierung der Wirtschaft durch eine moderne Umweltpolitik - Rapport: Ökologischer Strukturwandel und Weltumweltpolitik - Rapport: Wirtschaft, Wachstum und Umwelt. Skizze einer klimaverträglichen Schweizer Wirtschaft 2035
S12	Culture de la croissance et culture du développement durable	- Rapport: Gesellschaftliches Wohlergehen innerhalb der planetaren Grenze - Vidéo: A healthy economy should be designed to thrive, not grow - Kate Raworth - Site Internet du United Nation Development Program: Global Human Development Index - Vidéo: What the Social Progress Index can reveal about your country - Site internet de Social Progress Imperative: Global Index: Results - Rapport: Report by the Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress - Sites Internet du World Economic Forum: Beyond GDP
S13	Les 17 ODD	- Site Internet de la Confédération suisse 17 objectifs de développement durable - Site Internet des Nations Unies: The 17 Goals - Site Internet: Mapping of Sustainable Development Goals
S14	Influence de la croissance de la population sur l'environnement et mesures possibles	Papier de position du WWF Suisse sur la question de la croissance de la population: Bevölkerungswachstum: Die Diskussionsgrundlagen des WWF Schweiz
S15	Exemples de subventions nuisant à l'environnement.	- Etude et fiche d'information de l'Institut fédéral de recherche sur la forêt, la neige et le paysage WSL Über 160 Subventionen schaden der Biodiversität in der Schweiz - Zukunftsblog, ETH Zurich: Subventionen für fossile Brennstoffe: Wie werden wir sie los? - Survey International Monetary Fund IMF: Counting the Cost of Energy Subsidies



Unser Ziel

Gemeinsam schützen wir die Umwelt und gestalten eine lebenswerte Zukunft für nachkommende Generationen.

WWF Suisse

Hohlstrasse 110
Case postale
8010 Zurich

Tél.: +41 (0) 44 297 21 21
wwf.ch/contact

Dons: PC 80-470-3
wwf.ch/dons